

Frédéric Boccara

IV. Les propositions du PCF pour la jeunesse : passer de la précarité systématique à la sécurisation de l'emploi et de la formation

À retenir

- En maintenant les jeunes dans la précarité, le capital affaiblit les capacités productives de l'économie.
- L'efficacité, c'est de réduire le coût du capital pour donner la priorité à l'emploi, à la formation, au développement des capacités des jeunes.
- Nous proposons un revenu de formation et d'autonomie, avec une dimension éthique reposant sur deux jambes : dignité de la formation et nécessité d'appuyer l'autonomie des jeunes.
- La construction d'un système de sécurité d'emploi et de formation répond à des exigences objectives qui se révèlent dans la crise et dans les contradictions des réponses que le capital tente de lui donner.

Cet article développe les propos publiés le 7 octobre 2020 dans une interview pour le journal Avant-garde.

Les jeunes sont très largement confrontés aux contrats précaires, à l'intérim, à des stages mal rémunérés. On les traite comme une variable d'ajustement pour facilement baisser la masse salariale au service des profits. Car l'énorme masse de capitaux financiers accumulée, et qui gonfle sans cesse, demande à prélever toujours plus de profits pour tenir son rendement. Aujourd'hui ce sont les jeunes, demain une autre catégorie. D'ailleurs, à l'autre bout de la pyramide des âges, les seniors sont eux plutôt mis totalement à l'écart de l'emploi. Et les plans de licenciements massifs en cours vont commencer à largement toucher les plus âgés. Ainsi, le patronat et le gouvernement opposent tout le monde à tout le monde pour faire pression sur chacune et chacun. Ils cherchent à satisfaire le grand capital.

Concernant les jeunes, le grand patronat et les employeurs tirent parti de leur aspiration à entrer, coûte que coûte, sur le marché du travail. Ils tirent parti de leurs compétences acquises récentes, de leur adaptabilité. Ils utilisent même le fait que leurs familles vont les soutenir (ce qui est un honteux pari sur leur maintien dans une certaine dépendance). A chacun, et son avantage vu du côté du patronat, à chacun, et sa précarité, c'est le « marché » du travail.

Mais cela ne réussit pas. Lorsque l'on précarise, qu'on écrase les travailleurs, jeunes ou moins jeunes, c'est toute l'efficacité économique qui en est affectée. Sans compter que toute la société souffre.

Précariser les jeunes, c'est nuire à l'efficacité de l'économie

C'est le cas dans l'industrie ou les services : soit on développe des travaux répétitifs et harassants, soit le contrat est déjà terminé avant d'avoir le temps de s'intégrer à un collectif et d'en connaître les exigences et procédures, de l'animatrice, leur scolaire à l'accompagnant, et à domicile, de l'ouvrier, et à l'ingénieur, et, en passant par les chercheurs, et les employés. Ceci alors qu'il faut, en outre, mobiliser les compétences et la créativité pour inventer des modèles de production nouveaux, écologiques. C'est tout autant le cas dans les services publics : à l'hôpital les soins ne sont pas dispensés correctement car on manque terriblement de personnel, à la SNCF la maintenance des trains et voies est en grande carence, et dans l'éducation on manque d'enseignants à tous les niveaux, de la maternelle à l'université. On pourrait multiplier les exemples.

Pourtant, avec la révolution technologique informationnelle, les personnes, leur créativité et leur qualification deviennent décisives.

Dans ces conditions, l'efficacité est contrecarrée et même les coûts explosent ! Notamment le coût du capital – c'est-à-dire les prélèvements que le capital effectue sur la production au détriment des salaires et des dépenses de développement, du financement des services publics etc.

Avec la création de 100 000 stages de service civiques et une prime à l'embauche pour les entreprises à partir de la signature d'un CDD de trois mois, le plan du gouvernement semble soutenir la création de contrats précaires et sous-payés pour les jeunes. En réalité, sous prétexte de promouvoir l'emploi des jeunes, il renforce la logique dominante actuelle, avec les cercles vicieux de la précarité, des difficultés pour les jeunes et de l'inefficacité économique, mais aussi écologique et sociale ! C'est la domination du capital et le monopole patronal sur les décisions.

D'ailleurs, dans son plan de juin 2020, le Premier ministre Jean Castex ne prévoyait lui-même que 160 000 emplois créés pour tous les dispositifs de son plan (y compris ceux qui ne concernent pas les jeunes), alors que 650 000 emplois avaient déjà été détruits durant le premier confinement.

Le plan Castex, ce sont des mots sur les jeunes, l'écologie, des soupirs sur la « sécurisation » et presque tous les 100 milliards pour le capital !

Donner des pouvoirs aux jeunes et à tous les citoyens pour contrer la domination du capital sur les entreprises

On pourrait au contraire baisser le coût du capital – dividendes et coût des investissements et emprunts – pour les entreprises qui embauchent en contrat stable, de type CDI, et développent l'emploi comme les salaires. C'est-à-dire mettre de tout autres conditions aux entreprises que la précarité ! Cela favoriserait une tout autre efficacité, ainsi qu'une insertion dans les collectifs de travail. Cela soutiendrait aussi la consommation et l'accès des jeunes à un niveau de vie plus décent (logement, alimentation, culture, vacances...).

Il faut de nouveaux contrats à la fois sécurisés et complétés d'un volet de temps de formation important et rémunérée (des sortes de CDI ++). Mais aussi, et même surtout, mettre la pression sur les entreprises ! L'État et les institutions devraient changer la logique actuelle des entreprises, des banques et de l'utilisation de l'argent au lieu de la conforter. Donner des pouvoirs aux jeunes et à tous les citoyens pour contrer la domination du capital sur les entreprises. C'est cela notre conception de la politique, c'est en ce sens que le PCF veut agir, et il appelle tous les partis de gauche à agir en ce sens.

Des milliards existent et sont mis sur la table, non seulement par l'État et son budget, qui en outre implique les régions dans cette dépense, mais aussi par les banques, ainsi que par la Banque centrale européenne (BCE), institution publique, qui a accru son bilan de près de 4 000 milliards d'euros¹.

Pour cela, nous exigeons de nouvelles institutions démocratiques : des conférences permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation écologique des productions, avec tous les acteurs économiques et sociaux, les représentants des travailleurs, des représentants de la jeunesse, des associations, les élus, les services publics et l'État. Dans celles-ci, sur la base des besoins des territoires, les entre-

prises et les employeurs publics prendraient des engagements de créations d'emploi, de formation et de production, les banques prendraient des engagements de financement, et les citoyens, appuyés par les services publics, suivraient ces engagements, avec des possibilités d'incitation, par la Banque publique d'investissement, et de pénalisation selon le respect des engagements d'emploi de qualité et de production écologique. Nous pensons notamment que les entreprises devraient embaucher au moins 10 % de jeunes.

L'enjeu de la formation

Les jeunes ont également besoin de se former. La situation des étudiants se détériore. Nous formulons aussi des propositions pour se former dans de bonnes conditions et entrer ensuite dans un emploi stable et sécurisé, avec une liberté de mobilité de progrès.

En 2020 sur 7,7 millions de jeunes de 15 à 25 ans 4,4 millions sont en formation, 2,2 millions occupent un emploi et le million restant se répartit entre 555 000 chômeurs et 579 000 autres inactifs (parfois chômeurs découragés) avec des recouvrements entre les statuts puisqu'entre 15 et 20 % de celles et ceux qui étudient cumulent un emploi (tout ceci d'après l'enquête emploi de l'INSEE).

Nos propositions s'appuient sur six éléments :

- Des moyens très accrus pour le service public de l'éducation, l'enseignement et la recherche (primaire, secondaire, supérieur), l'orientation, avec des recrutements massifs.
- Des moyens pour le service public d'accueil des étudiants et jeunes en formation pour démarcher la vie étudiante (CROUS, cités universitaires, transports, médecine et prévention, sport, culture...).
- Des engagements de créations d'emplois et d'embauches de jeunes par les entreprises.
- Un revenu de formation et d'autonomie sécurisé pour les étudiants en formation initiale.
- Des contrats de type « CDI plus plus », c'est-à-dire des CDI sécurisés avec un temps de formation significatif, rémunéré et obligatoire pour l'employeur, débouchant sur un diplôme.
- Une refonte du service public de l'emploi et de la formation en service public de l'insertion, de la formation permanente et de la sécurisation de l'emploi et des revenus, doté de moyens financiers et humains bien plus conséquents et avec dans sa gouvernance une représentation de la jeunesse au même titre que de l'ensemble des usagers concernés.

Un mot sur le revenu de formation et d'autonomie. C'est une revendication qui monte dans la jeunesse. Nous la portons depuis les batailles sur le CPE. Celui-ci doit pouvoir contribuer à unifier la jeunesse et non pas la cliver entre les étudiants et les autres. C'est pourquoi il serait ouvert à tout jeune à condition d'entrer dans un parcours de formation avec un projet (pas seulement les étudiants au sens strict et universitaire). Son instauration a donc toutes chances de créer une sorte d'appel d'air qui d'ailleurs contribuerait à rééquilibrer la composition sociale des jeunes en étude. Et c'est tant mieux !

Ce revenu serait donc ouvert à tous, avec une dimension éthique reposant sur deux jambes : dignité de la formation et nécessité d'appuyer l'autonomie des jeunes. Mais, compte tenu des fortes différences de ressources, on distinguerait un fixe, qui doit permettre de vivre et étudier, et un supplément qui permettrait aux jeunes des milieux les plus modestes de toucher plus. En outre, le développement des CROUS et des différents services publics d'appui aux étudiants et jeunes en formation (une « dé-marchandisation » de la situation des étudiants) ainsi que des services publics en tant que tels (transports, culture) aiderait à ce que ce re-

venu ne soit pas absorbé entièrement par l'inflation des prix des biens et services privés.

Enfin, son financement serait mixte, avec une part de mutualisation des cotisations sociales des entreprises et une part de financement public direct qui doit lui aussi s'amplifier.

Monte aussi, sous la pression du travail de la JC dans les luttes et de nos idées, l'idée de pré-recrutement de jeunes dans les entreprises publiques et la fonction publique, avec une formation rémunérée, par exemple dans l'éducation, la santé ou encore les transports.

C'est une très bonne chose. Il faut immédiatement réactiver cette formule, et l'adapter aux conditions d'aujourd'hui. En quoi cela consiste-t-il ? Il s'agit de recruter les jeunes qui reçoivent alors un présalaire durant leur formation : pour les métiers requérant un diplôme, spécifique pour leur exercice (infirmière, enseignant, etc.), ils sont recrutés par concours reçoivent un présalaire durant leur formation, sanctionnée par un diplôme reconnu dans leur statut. Pour les autres métiers, on envisagerait des recrutements immédiats, avec un présalaire et une formation en alternance sanctionnée par un diplôme et des possibilités d'évolution. Enfin, compte tenu de l'extrême besoin de personnels dans l'enseignement et la santé, on pourrait envisager que les pré-recrutés commenceraient dès à présent à effectuer des missions dans les établissements, dans des conditions à examiner et à suivre avec leurs représentants et ceux des salariés.

En finir avec le principe même du chômage et de la précarité

Si l'on calcule que sur les liquidités de la BCE plus de 400 milliards d'euros ont dû revenir au financement des dépenses publiques de la France², même une fois retiré le financement des dépenses de chômage partiel, il y a de la marge pour embaucher largement : cela représente plus de 7 fois le budget de l'enseignement primaire et secondaire. En outre les salaires et pré-salaires de ces embauches soutiendraient à la demande (consommation) tout en participant à une recomposition de l'offre productive et elles alimenteraient tout de suite les caisses de retraite et de Sécurité sociale...

Plus généralement, nous voulons mettre fin au chômage et aux suppressions d'emplois dans notre pays. Nous proposons d'en finir avec le principe même du chômage et de la précarité, armée de réserve qui tire à la baisse les conditions de travail et de salaire. Il s'agirait d'aller progressivement vers un système radicalement nouveau, un système de sécurité d'emploi et de formation. Chacune et chacun aurait droit à un emploi sécurisé bien rémunéré ou à une formation avec un revenu, débouchant sur un emploi, dans une mobilité de progrès, librement maîtrisée. Cela exige d'affronter la logique du capital et de changer la gestion des entreprises. Mais le jeu en vaut la chandelle, ce n'est pas seulement l'emploi et tout son cortège de sécurisation de vie, mais c'est aussi de pouvoir décider ce qu'on produit, comment, et dans quelles conditions. Et on peut commencer dès à présent.

Le système sous-jacent : le salaire est payé par l'employeur, le revenu autre (comme l'allocation de formation) est payé sur des cotisations sociales mutualisées. Un Fonds spécifique permet aux travailleurs, ses et citoyen. ne. s d'agir sur les entreprises pour conditionner l'utilisation de l'argent des entreprises (profits), des banques (crédit) et l'argent public afin que les investissements matériels et de recherche soient créateurs d'emploi et de formation. Ces investissements porteurs d'emploi sont nécessaires pour per-

mettre de créer efficacement les richesses (salaires, cotisations sociales, etc.) qui vont financer le système, et donc conforter les emplois créés, les services publics, développer le temps libre et de formation.

Cette idée d'une sécurité d'emploi et de formation pousse en effet de l'intérieur même de notre société, tout en étant refoulée et contrecarrée par le capital, les idées dominantes et les institutions existantes. Ainsi, le gouvernement et Emmanuel Macron ont-ils insisté sur la nécessaire sécurisation de l'emploi et préservation des compétences durant le confinement, par le chômage partiel. Mais ils ont maintenu le principe du chômage, ne se sont pas préoccupés de la situation des jeunes, et à la sortie donnent des milliards au patronat, soi-disant pour leurs entreprises et pour l'offre, mais qui vont aller aux profits ! Donc, on reconnaît en paroles cette nécessité, mais tout en mettant des milliards, on ne le fait pas, on procède même à l'envers, en marchant sur la tête.

Ce régime est à bout. Cette logique aussi. Comme l'était l'ancien régime de Louis XVI incapable de réformes de fond, engageant cependant sans cesse des réformes. Il faut vraiment changer de logique !

Pourquoi ? Parce que c'est l'aspiration de la jeunesse. Mais aussi parce que la précarité, cela ne marche pas, cela enfonce tout la jeunesse et le pays dans la crise.

Aspiration ? La jeunesse aspire à un travail épanouissant, émancipateur et porteur de sens, qui permet à la fois de vivre, mais aussi à une liberté par rapport au travail et à la sujétion salariale, pour se développer hors du travail, avec une réduction importante du temps de travail.

Enfoncement dans la crise ? Oui, la précarité ne permet ni de vivre, ni d'avoir une production au niveau – qualitatif et quantitatif — exigé pour que le pays relève les défis radicaux de transformation écologique et sociale efficace et réussie.

Les milliards sont sur la table, mais confiés au patronat. Avec les pauvres conditions que le gouvernement y met, ils vont aller aux profits, à l'accumulation et la spéculation, aux délocalisations, très peu à l'investissement et encore moins à l'emploi.

L'urgence, pour le pays, c'est de prendre en compte ce que disent les communistes : l'emploi et la formation des jeunes et des moins jeunes d'abord, appuyés par des investissements sur la base de projets précis, chiffrés, et suivis par des institutions nouvelles dotées de pouvoirs démocratiques sur les entreprises et les services publics.

Pourquoi ne pas préfigurer cela avec des comités des jours heureux branchés sur l'action dans les lycées, les facs, les cités populaires, les territoires, exigeant l'embauche et la pré-embauche de jeunes pour répondre aux besoins des lycéens, des étudiants, mais aussi aux besoins de santé ? Ils pourraient interpeller le MEDEF et les pouvoirs publics. Ils pourraient contribuer à changer les termes du débat.

Les autres formations de gauche devraient en prendre de la graine et oser !

1. Moitié pour le refinancement du crédit bancaire, moitié pour le rachat aux marchés des titres de dette publiques (*quantitative easing*).

2. 20 % du *quantitative easing* de la BCE, conformément au poids de la France dans la zone Euro. Or celui-ci, évalué par les titres détenus par la BCE « à des fins de politique monétaire » publié dans la situation financière consolidée de l'Eurosystème, a crû de 2 000 Md€ entre fin 2019 et fin 2021.